

Questions orales

M. le Président: A l'ordre. L'introduction du député a été assez longue, je pense, et je lui demande donc de poser sa question.

M. Hopkins: ... responsable de la production du Livre blanc. Le vice-premier ministre ou un autre arbitre peut-il prendre les membres du Cabinet en main jusqu'à ce qu'ils s'entendent sur leurs buts et leurs objectifs concernant les intérêts nationaux du pays? Les ministres ont de toute évidence des divergences d'opinion et ne savent pas ce qu'il faut faire dans l'intérêt supérieur des régions du pays. Selon la ministre des Approvisionnements et Services, c'est un échec.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, notre parti ne restreint pas du tout la liberté d'expression et je remarque qu'il en va de même pour le parti d'en face. Les libéraux ont assurément exprimé divers points de vue.

En réalité, il n'y a pas de divergences d'opinion entre le ministre de la Défense nationale et la ministre des Approvisionnements et Services.

M. Tobin: Qui essayez-vous de duper?

M. Mazankowski: Il ne fait aucun doute que le ministre de la Défense nationale se préoccupe autant que sa collègue des Approvisionnements et Services de l'expansion industrielle régionale.

M. Rossi: Vous bluffez, Don.

M. Mazankowski: Le fait est que le ministre de la Défense nationale a 37 ans et qu'il a passé toute sa vie à se préoccuper du développement régional, tandis que la ministre des Approvisionnements et Services a dit avoir passé 37 ans à se préoccuper du bien-être des régions du pays. En tout, cela représente 74 années d'intérêt profond.

* * *

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

L'AGENCE DES PERSPECTIVES DE L'ATLANTIQUE—L'AVENIR DU MINISTÈRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et concerne le ministère de l'Expansion industrielle régionale. Pour la première fois à ma connaissance dans l'histoire canadienne, il s'est produit cette chose extraordinaire qu'un ministère a épuisé la totalité de son budget d'un an en deux mois. La situation est extrêmement grave.

Le premier ministre annonce la création d'une agence spéciale des perspectives de l'Atlantique pour le développement régional du Canada atlantique, et la rumeur persiste que le ministère de l'Expansion industrielle régionale lui-même va être supprimé au cours de l'été. Les gens du Canada atlantique, du nord du Québec, du nord de l'Ontario et de l'Ouest veulent connaître le sort qu'on réserve à ce ministère. Est-ce que le ministre veut préciser une fois pour toutes si le gouvernement entend conserver un ministère et un ministre chargés

du développement régional et responsables devant la Chambre des communes?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà déclaré à la Chambre, et comme le ministre de l'Expansion industrielle régionale l'a déclaré, le MEIR fonctionne. Il respecte ses engagements. Il va respecter chacun des engagements qu'il a pris pour cette année, pour l'année prochaine, pour l'année qui suit et pour l'année suivante encore.

M. Rossi: Vous n'y serez plus.

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Pour ce qui est de l'inquiétude de l'honorable chef des socialistes au sujet de l'Agence des perspectives de l'Atlantique, je regrette tout à fait qu'il ne soit pas d'accord avec le but de cette agence. Cela n'a rien pour étonner, s'il envisage les choses du point de vue d'Oshawa, mais je lui lirai simplement ce que le *Chronicle Herald* de Halifax écrivait au sujet de la création de l'Agence des perspectives de l'Atlantique, et je cite:

Enfin, avec la création de l'Agence des perspectives du Canada atlantique, notre région pourra compter sur un organisme unique pour la répartition de l'aide fédérale à des entreprises impatientes. L'APCA, dotée d'un budget annuel de 200 millions, va être installée à Moncton et dirigée à partir de cette ville. Elle aura à sa tête un très haut fonctionnaire, Donald McPhail, qui sera son propre maître, c'est-à-dire qu'il tiendra les cordons de la bourse sans avoir à consulter les fonctionnaires d'Ottawa.

• (1130)

Voilà ce que veulent les Canadiens de l'Atlantique. Voilà ce que nous appuyons.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je puis dire au ministre que j'étais hier dans la région de l'Atlantique. Les gens de l'Atlantique ne s'en laissent pas imposer par ce gouvernement trompeur qui a déjà réduit de 1,5 milliard les fonds canalisés annuellement vers le Canada atlantique, et qui s' imagine que les gens vont lui être reconnaissants de n'en redonner que 200 millions. C'est comme le bandit qui vous enlève 1 000 \$ et qui vous demande de le remercier s'il vous en rend 200 \$. Je puis dire au ministre que les gens du Canada atlantique en ont marre d'être escroqués par le gouvernement. Le ministre n'a qu'à aller au Canada atlantique, il le constatera lui-même.

LES ÉTUDES PORTANT SUR LES DÉPENSES DU MINISTÈRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je demande au ministre de répondre à certaines questions au sujet de l'avenir réservé à ce ministère. Le député de Yorkton—Melville a voulu obtenir des réponses hier. On lui a répondu de s'adresser au comité; il l'a fait, mais c'est comme s'il s'adressait à un mur.

Le ministre nous assurera-t-il que l'étude interne actuellement en cours au ministère ainsi que l'étude de Price Waterhouse seront mises à la disposition des députés, afin que les Canadiens sachent ce qui se passe à ce ministère?